



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général
Service de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'Environnement et de la Concertation Publique

Réf. : 23-030 ED

- D E C I S I O N -

QUANT A LA REALISATION D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE, PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 122-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT, APRES EXAMEN AU CAS PAR CAS DU PROJET DE MODIFICATION D'UNE AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE :

« Projet de création d'un forage d'eau d'une profondeur supérieure à 50 mètres par rapport au sol porté par la SARL DU GUE BOTTEREL sise 3, Le Gué Botterel » - 50370 LE GRAND CELLAND »

LE PREFET DE LA MANCHE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, notamment ses articles 3 et 4 et ses annexes I et II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3, L. 181-4 et R. 181-46 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20-136 du 28 septembre 2020 modifiant l'arrêté préfectoral n° 13-417 GH du 7 mai 2013 autorisant l'extension de l'élevage porcin pour un élevage autorisé de 4551 animaux-équivalents par la SARL LE GUE BOTTEREL sise «3, Le Gué Botterel» 50370 LE GRAND CELLAND ;

Vu le dossier d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale pour un forage d'eau d'une profondeur supérieure à 50 mètres par rapport au sol permettant l'alimentation en eau d'une installation classée pour la protection de l'environnement agricole soumise à autorisation sous la rubrique n° 366, transmis le 25 novembre 2022 à l'inspection des installations classées ;

Vu la demande de compléments formulée le 9 décembre 2022 ;

Vu les compléments au dossier de cas par cas du 30 décembre 2022 ;

Vu l'accusé de réception du dossier complet en date du 2 janvier 2023 ;

Vu la consultation du 12 décembre 2022 de l'agence régionale de santé, de la direction départementale des territoires et de la mer et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 22 décembre 2022 ;

Vu l'avis de la direction départementale des territoires et de la mer des 19 et 20 décembre 2022 ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées du 24 janvier 2023 ;

CONSIDÉRANT ce qui suit :

- le projet relève de la catégorie n° 27 « Forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m/sol » de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

- le projet constitue la modification d'une autorisation environnementale, régie par les articles L. 181-1 et suivants du code de l'environnement ;

- le préfet est l'autorité compétente pour déterminer si le projet doit être soumis à évaluation environnementale, en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement ;

- la localisation du forage projeté se situe en dehors de toute zone présentant une sensibilité environnementale, en particulier hors zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique, hors zone couverte par un arrêté de protection de biotope, hors site inscrit ou classé, hors zone humide, hors périmètre de protection de captage pour l'alimentation humaine ;

- le respect de la réglementation relative aux forages et aux prélèvements, en particulier les arrêtés ministériels du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables à ces ouvrages soumis à déclaration au titre de la loi sur l'eau, est de nature à permettre de ne pas aggraver l'état qualitatif de la ressource en eau ;

- l'ouvrage fera l'objet d'une déclaration sous la rubrique n° 1.1.1.0 de la nomenclature IOTA et d'une déclaration sous la rubrique n° 1.1.2.0 de la nomenclature IOTA ;

- au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et notamment sur la ressource en eau et ne nécessite pas la réalisation d'une étude d'impact ;

- par conséquent, le projet ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

- DECIDE -

Article 1er : Le projet de création d'un forage présenté par la **SARL LE GUE BOTTEREL**, sise «3, Le Gué Botterel» - 50370 LE GRAND CELLAND, représentée par M. Sébastien BOUDET, **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 : Une nouvelle demande d'examen au cas par cas sera requise si les éléments du contexte ou les caractéristiques du projet mentionnés dans la demande faisant l'objet de la présente décision venaient à évoluer de manière significative.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à la SARL LE GUE BOTTEREL et publiée sur le site internet de la préfecture de la Manche www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis

Saint-Lô, le **31 JAN. 2023**

**Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général**


Laurent SIMPLICIEN

Délais et voies de recours :

La décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

